Une infamie

Le Droit social

19 février 1882

Les hommes politiques qui président aux destinées de la France, viennent de se rendre coupables de l'acte le plus infâme, le plus lâche que puisse commettre un gouvernement.

Loin de nous tout un peuple gémit sous le despotisme d'un tyran qui affolé, par la crainte, ne connaît plus de bornes à sa haine contre le progrès et la justice.

Entouré d'une bande de gredins, compagnons de débauches et d'orgies, le czar russe et ses acolytes ont juré de détruire les idées de liberté et d'égalité qui ont germé dans le cerveau de la jeunesse russe.

Pour cela tous les moyens leur sont bons. Des milliers de policiers sont à l'affût, une parole, un geste et si ce n'est le gibet, ce sont les mines de Sibérie, mort tout aussi sûre, peut-être moins prompte, mais cent fois plus terrible, par les souffrances morales et la brutalité des argousins.

Bien rares sont ceux qui échappent à cette chasse à l'homme, si le moindre soupçon pèse sur eux. Aussi nos amis de Russie n'hésitent-ils pas à se proscrire eux-mêmes afin de ne pas donner de nouvelles victimes en pâture aux scélérats du pouvoir.

Une nation semblait par son histoire, par sa situation, devoir leur tendre les bras.

C'était la France ! la France qui a porté un tyran sur l'échafaud ! la France qui a fait prendre la fuite à plusieurs rois, et qui devrait aujourd'hui être maîtresse d'elle-même se trouvait toute désignée comme nouvelle patrie à ceux qui luttent contre la tyrannie.

C'est ce qu'avait cru le compagnon Pierre Lavroff.

Loin de son pays, ne pouvant plus donner de sa personne dans la lutte active et journalière, il voulait tenter de soulager les victimes, il faisait appel aux fils de 89, pour secourir ceux qui veulent faire en Russie ce que nous n'avons pu faire qu'imparfaitement dans notre première Révolution.

Il avait compté sans les petits bourgeois parvenus au pouvoir par l'hypocrisie et le mensonge.

Il avait cru que la présence au gouvernement des hommes qui ont fait de l'opposition à l'empire ou à l'ordre moral, était une sauvegarde pour les proscrits.

Il s'était trompé.

Ce n'est[1] 1848.

Ce n'est p[2] de 67, criant à[3] de l'autocrate russe, ce cri de rébellion : Vive la Pologne !!!

Ce n'est plus le Gambetta du procès Baudin !

Ces hommes sont morts et bien morts.

Ils sont remplacés par un président ne pensant qu'à arrondir ses propriétés.

Par un préfet de la Seine qui pour se faire pardonner sans doute son cri de rébellion de 67, se met au service de l'autocrate et contribue à proscrire ceux-là même qui ont mis en pratique les conseils qu'il avait donnés.

Par un aspirant à la présidence de la République peut-être même plus haut !

Lavroff victime de sa confiance dans la France est expulsé. C'est la France avec la Liberté, l'Égalité et la Fraternité comme devise qui se rend coupable de cet acte inqualifiable. Une république expulsant les républicains !

Mais au moins, que Lavroff, chassé par les politiciens et les gouvernants, reçoive nos encouragements pour la lutte et l'expression de notre profonde sympathie.

En attendant que Russes et Français, la main dans la main détruisent tous les tyrans, aussi bien ceux qui siègent à Saint-Pétersbourg que ceux qui siègent à l'Élysée ou à la préfecture de la Seine.

1. Illisible dans l'original. Note de la Bibliothèque.
2. Illisible dans l'original. Note de la Bibliothèque.
3. Illisible dans l'original. Note de la Bibliothèque.

Bibliothèque anarchiste

Le Droit social
Une infamie
19 février 1882

extrait le 11 novembre 2026 d'*Archives autonomies*, tiré du n°2 du *Droit social Le Droit social*, publié à Lyon de février à juillet 1882, est le deuxième journal anarchiste de l'histoire de France.

bibliotheque-anarchiste.com